

# OU EN EST LE FRONT UNIQUE

Le Parti socialiste, par la bouche de ses principaux leaders, déclare que l'évolution du Parti communiste permet de poser le problème de l'unité ouvrière en des termes nouveaux. Il ne repousse plus comme autrefois l'unité d'action de fait sur des problèmes particuliers : il est représenté à côté du P.C.F. dans la Ligue contre la force de frappe.

De son côté la direction du P.C.F., par la bouche, principalement de son secrétaire général-adjoint, multiplie les mises au point théoriques sur la nécessité et la possibilité de l'union des deux organisations dans l'immédiat et de leur collaboration à l'entreprise de construction du socialisme.

Ce rapprochement a ses prolongements syndicaux ; le problème de l'unité d'action entre les Centrales et celui même de la réunification ont été posés au dernier Congrès de la C.G.T. Tout dernièrement, les Fédérations F.O. et C.G.T. des produits chimiques ont échangé des documents pour préciser les conditions de la formation d'une Fédération unique des produits chimiques.

Tout cela peut paraître bel et bon, mais il y a plus que de l'exagération dans les « communiqués de victoire » que l'on peut lire dans l'« Humanité ».

Le Front unique de fait est encore si fragile que le Plan Pompidou de « stabilisation des prix » a quelque peu désorganisé, momentanément, le Front syndical : les leaders des Fédérations F.O. et C.F.T.C. s'accordent un temps de réflexion pour juger de la complexité des dispositions prises par le gouvernement.

Il faudra encore bien d'autres événements pour que les aspirations de la classe ouvrière se réalisent. Il serait très hasardeux de donner des pronostics trop précis.

Le danger le plus important, que l'avant-garde communiste se doit de dénoncer, c'est que les deux organisations rééditent en France, une variante de la politique opportuniste du Front populaire et du tripartisme en 1945. L'unité n'a pas de valeur en soi, elle n'est qu'un moyen, certes indispensable. Elle est dans des conditions données l'application de la politique révolutionnaire qui consiste à dresser l'ensemble des travailleurs sous la direction de l'avant-garde contre la société capitaliste.

La lecture de la presse socialiste et communiste ne nous donnent aucune garantie que les erreurs de 1936 et de la Libération ne vont pas se reproduire, certes dans un autre contexte, mais cependant qui ne pourraient que mener aux mêmes désillusions.

Les dirigeants S.F.I.O., tout à fait ouvertement, espèrent que les transformations qui commencent à s'opérer dans le P.C.F. se traduiront, avant tout, par un abandon plus prononcé des conceptions révolutionnaires, avec toutes les conséquences que cela implique.

Au cours du voyage qu'il doit faire prochainement en U.R.S.S., Guy Mollet, essaiera sans doute d'obtenir de Khrouchchev en personne des assurances en ce sens.

Les sociaux-démocrates travaillent consciencieusement pour que l'unité se réalise avec le P.C. français sur une plateforme et des conceptions typiquement réformistes.

La direction du Parti communiste français n'a que trop tendance à accorder toutes sortes d'assurances en ce sens. C'est depuis quelques mois le grand dialogue. Certaines déclarations, certes nous ne le nions pas, sont positives et en elles-mêmes n'impliquent absolument pas l'abandon d'une politique révolutionnaire. Elles sont même considérées comme la renonciation du sectarisme typiquement stalinien qui a, dans le passé, entraîné de nombreuses fois, la réalisation de l'unité. Nous citerons la révision, au bon sens du terme, de la théorie stalinienne du Parti unique dans les sociétés de transition, la considération que le Marché commun ne peut pas être un obstacle insurmontable à la collaboration avec le Parti socialiste S.F.I.O.

Mais, par contre, toutes les déclarations qui dépassent en nombre et en contenu toutes celles que dans le passé Thorez a jamais faites sur les « voies pacifiques et surtout parlementaires » sont des concessions inadmissibles aux conceptions social-démocrates. Elles constituent en fait l'abandon de la théorie de la dictature du prolétariat qui, depuis plus de cent ans sépare les marxistes révolutionnaires et les socialistes réformistes.

Dans l'immédiat, tout comme par le passé, les conceptions de l'unité dans la pratique, du P.C.F. et de la S.F.I.O. ne

sont pas essentiellement différentes. Elles reposent toutes les deux sur la collaboration avec une aile de la bourgeoisie, en l'occurrence le Parti radical, et son appendice, son organisation satellite, doit-on dire, le Rassemblement démocratique qui vient de tenir son congrès.

L'examen attentif de ses assises montre qu'il y a une volonté de collaboration avec les organisations ouvrières et même avec le P.C.F., Mitterrand et Faure se déclarent pour le rassemblement de l'opposition sans exclusive. Oui, mais voilà, pour utiliser la classe ouvrière et le P.C.F. l'entraîner dans leur sillage démocratique à la mode capitaliste.

Le banquet des Mille est encore plus révélateur. Des dirigeants communistes représentant le Comité central étaient là. Ils avaient droit de boire et de manger comme tout le monde. Tout réjouis, ils demandèrent à prendre la parole. C'était trop. « Venez à nous, aidez-nous dans notre entreprise, mais ne soyez pas trop exigeants. Que diable vous n'avez que 4 millions et demi d'électeurs, vous dirigez la C.G.T. mais il y a d'autres syndicats. Certes comme radicaux, nous sommes plutôt moribonds, mais nous attendons que vous fassiez preuve de bonne volonté et nous accorderons quelques améliorations au sort de la classe ouvrière qui était si heureuse lorsque le Parti radical dirigeait la France. »

Pour employer un langage désormais consacré, la bourgeoisie démocratique veut transformer le P.C. et la classe ouvrière en force d'appoint.

A la dernière session du Comité central (1), Raymond Guyot a réaffirmé que le P.C.F. voulait sa place. C'est un vieux refrain qui a trompé bien des militants. Cependant il serait erroné de croire que la direction du P.C.F. n'essaiera pas de se montrer plus exigeante que par le passé. Pour plusieurs raisons, d'abord parce que les forces bourgeoises opposées à de Gaulle n'ont pas la place dans le pays où avait le Parti radical de Daladier ou le M.R.P. à la Libération, ensuite parce que le rapport de force à l'échelle internationale ne cesse de se développer au détriment du capitalisme, ensuite peut-être aussi parce que dans l'organisation il y a des militants responsables qui se souviennent des erreurs passées.

C'est pourquoi le P.C.F. dans son dernier C.C. a annoncé — pas très brutalement, bien sûr — qu'il ne fallait pas compter sur lui pour appuyer une candidature unique de l'opposition à la Présidence de la République si, auparavant, l'opposition ne s'entendait pas sur un programme.

Evidemment, tout est là. Mais cette nouvelle exigence ne doit pas totalement nous rassurer. Dans l'élaboration du programme commun, le P.C.F. essaiera de faire admettre un certain nombre de réformes ou de réformettes.

Mais il ne faut pas attendre de sa part d'élaborer un programme qui pourrait impulser, dans les circonstances présentes, les luttes ouvrières qui, seules peuvent obliger les chefs sociaux-démocrates à se soumettre à la volonté des travailleurs.

La dynamique d'un tel programme aliénerait les « sympathies » de toute une série de leaders bourgeois « démocrates et modernistes » qui ont péroré à Nevers et à Evian.

R. MERLIN.

(1) Que nous examinerons plus en détail dans le prochain numéro.

## nouvelles internationales

### BOLIVIE

Les mineurs boliviens ont mené une grande lutte cet été.

La raison première du conflit étant le soi-disant problème de « remise à jour » ; c'est-à-dire les applications des mesures exigées par le plan triangulaire (Bolivie, Allemagne, U.S.A.) pour la modernisation des mines qui ont affronté des difficultés techniques et économiques se répercutant sur la production, ces dernières années.

Ce que la direction des mines nationalisées (Comibol) voulait, en accord avec le gouvernement Paz Estensoro et les impérialistes, c'était que les mineurs payent le prix de la « remise à jour » en abandonnant, entre autres choses, quelques-uns des conquêtes de la révolution de 1952.

La lutte commença par un arrêt de travail au « -650 m » de la mine « Siglo XX » ; arrêt de travail décidé par la direction locale du syndicat sous l'influence du P.C. La réponse de Comibol fut violente : suspension de 1051 mineurs, l'expulsion de deux leaders locaux, arrêt des heures supplémentaires, etc.

Une réunion extraordinaire des secrétaires du syndicat décida de la reprise du travail. Mais Comibol ne retira pas les mesures prises. Alors la grève s'étendit.

Une grève générale des mineurs fut décidée. 5.000 mineurs prirent part à la lutte de manière très militante.

Au début de la lutte, le gouvernement envoya des agents de police et des soldats en civil près de Catavi pour mobiliser les paysans contre les mineurs, au moyen notamment d'une organisation bureaucratique de paysans.

La milice des mineurs à Catavi et Siglo XX se mobilisa en engageant une véritable bagarre avec les forces gouvernementales. Il y eut des morts de part et d'autre.

Le chef des forces gouvernementales fut fait prisonnier et fusillé par les mineurs en vengeance de la mort d'Octavio Torricos, secrétaire de la milice du syndicat à la mine « Siglo XX ».

La grève générale des mineurs dura deux semaines. D'après une déclaration du Comité Exécutif du Parti révolutionnaire des travailleurs (P.O.R.), section bolivienne de la IV<sup>e</sup> Internationale, la grève a souffert de plusieurs faiblesses.

Elle était mal préparée et même son début fut improvisé. Il n'y eut aucune organisation de la masse. Qu'à de rares exceptions, il n'y eut pas de meeting, pas d'élection de comités de grève, ni manifestations de masse. La direction nationale n'indiqua aucun but commun qui aurait pu unifier les mineurs dans leur lutte. En conséquence, la grève apparut essentiellement comme une lutte défensive de solidarité avec les mineurs de Catavi et Siglo XX.

Cela explique le résultat de la grève. La réintégration des deux leaders ne fut pas obtenue. Même pire encore, on arrêta le contrôle des travailleurs. L'autorité des syndicats fut balayée. Le travail supplémentaire éliminé. Les tarifs seront révisés, d'après les intérêts de la direction et non de ceux des travailleurs.

« Cela signifie, conclut le document du P.O.R., que rien ne fut obtenu et qu'on ne para pas aux coups du gouvernement. La masse des mineurs a été attaquée et leurs conquêtes limitées. La responsabilité de tout cela retombe sur la tendance Lechin et le P.C. qui provoquèrent la dispersion de la force des masses et capitulèrent devant Comibol et le gouvernement. »

### INDE

Plus de 100.000 manifestants, portant des drapeaux rouges ont marché sur le Parlement, le 13 septembre, pour protester contre la politique du gouvernement Nehru. Les manifestants venus de tous les coins du pays portaient des banderoles qui disaient : « Nationalisez les banques », « Nationalisez les compagnies pétrolières », « Nationalisez le commerce extérieur », « A bas la corruption », « Changez la politique d'impôts ».

La « grande marche » première de son genre depuis l'indépendance, était organisée par le P.C. indien. Son succès dépassa même les espérances de ses organisateurs. D'après l'initiative des marcheurs, le P.C. présenta « une grande pétition » au président de l'Assemblée, signée par plus de 10 millions de personnes protestant contre l'augmentation des prix et exigeant une baisse immédiate.

Les slogans devaient se conformer à la ligne actuelle du P.C. de soutien critique du régime Nehru. Mais il était visible que la « grande marche » fut décidée par Dange, secrétaire général du P.C., khrouchtchévien 100 %, sous la pression de l'aile gauche et des courants centristes dans le parti. Le succès de la manifestation vient du mécontentement populaire contre le régime bourgeois qui s'est intelligemment servi du conflit sino-indien pour augmenter les impôts des classes populaires.

Le budget militaire a doublé. Les prix des produits courants ont augmenté de 25 à 50 % pendant l'année.

Il y eut une grève générale spectaculaire de près d'un million d'ouvriers et d'employés à Bombay, le 20 août. C'était une initiative du Parti socialiste. Mais lorsqu'il fut clair que ce serait un grand succès, le P.C. a accordé son soutien. Mais le gouvernement supprima la grève en arrêtant en masse les leaders et en employant des jaunes pour faire marcher les services et transports municipaux.

Cette politique de soutien critique à Nehru fait que le P.C. n'a pas fait agir les masses contre le gouvernement, forçant ainsi le mécontentement populaire de s'exprimer dans des partis réactionnaires. Lors du vote d'une motion de défiance au gouvernement, le Parlement, le P.C. s'est abstenu.

Le remaniement ministériel opéré par Nehru fut présenté par la presse soviétique comme un triomphe « pour les forces de gauche ». L'aide soviétique à l'Inde est colossale et l'U.R.S.S. financera une usine sidérurgique qui, primitivement, devait être financée par les U.S.A.

Devant ce mécontentement populaire, le ministère des Finances a pris quelques mesures d'abaissement des impôts. Tout ceci permet au P.C. indien de répandre des illusions sur le régime de Nehru et sur son aspect progressif. De même, après l'échec de l'aile gauche du P.C. à promouvoir une nouvelle ligne d'action, la direction Dange semble être sortie renforcée de cette lutte de fractions. Une fraction de gauche dans le Bengale a été battue malgré sa volonté de couper le parti sur la base du conflit idéologique sino-soviétique. La tendance centriste du Kerala dirigée par E.M.S. Namboodiripad a soutenu d'une manière décisive la ligne de Dange.

Malgré son soutien général à la ligne de Khrouchchev, Dange a compris qu'il ne fallait pas être un « inconditionnel ». Dernièrement, il s'est plutôt prononcé pour un « polycentrisme » à la Togliatti.

Il a déclaré récemment devant des travailleurs de Bombay : « Nous ne serons dirigés ni par le parti soviétique ni par le parti chinois ; nous appliquerons notre politique d'après les données de notre pays et si nous faisons des erreurs, nous les corrigerons nous-mêmes. »

S'adressant à la « grande marche » à la Nouvelle-Delhi, il déclara : « Si nous n'obtenons pas nos revendications par des moyens pacifiques, nous utiliserons la force. »

Cela pourrait sembler de la démagogie, mais c'est aussi un reflet des rapports de force, au sein du P.C. indien. Devant les chasses aux sorcières qu'organisent les réactionnaires, le parti à tendance à resserrer ses rangs. Aussi, est-ce un fait marquant pour le P.C. indien que d'avoir publié tous les textes se rapportant au conflit sino-soviétique, y compris les textes chinois. Une discussion sérieuse vient de commencer.

Un autre fait marquant est que la plupart des leaders pro-chinois du P.C., arrêtés en novembre dernier ont été relâchés dans tous les Etats, sauf le Bengale et le Maharashtra. Quelques dirigeants du Parti communiste révolutionnaire (1) du Bengale et quelques syndicalistes socialistes sont toujours emprisonnés à Bombay.

(1) Kana! Pal, un membre du R.C.P. de l'Assemblée législative du Bengale en est un, par exemple. C'est un trotskyste.

Des livres de LÉON TROTSKY

qu'il faut lire

DE LA RÉVOLUTION

Éditions de Minuit

TERRORISME et COMMUNISME

Collection 10-18